

d'importantes ressources de financement extérieur surtout avec le soutien promis par les instances internationales, tâche à laquelle s'attellent déjà les autorités du pays dans le cadre du programme économique et social à mettre en œuvre pour les années à venir.

SECTION 2 – EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

L'amorce d'une amélioration de la conjoncture économique tant au niveau mondial que sur le plan national, observée surtout à partir du deuxième semestre 2010, s'est traduite par une accélération du rythme de la demande intérieure et par une nette reprise des échanges extérieurs de biens et services. Toutefois, cette évolution n'a pas permis de relancer certaines activités économiques qui se sont ressenties de facteurs exogènes défavorables tels que les aléas climatiques et la concurrence extérieure aiguë pour quelques secteurs et d'accroître, par conséquent, les créations d'emplois conformément aux objectifs tracés.

1) Demande intérieure

En rapport avec l'évolution soutenue de la consommation finale et l'augmentation des investissements à un rythme plus rapide qu'une année auparavant, conjuguées à la variation accrue des stocks, la demande intérieure a connu une progression plus marquée qu'en 2009, soit 10,4% en prix courants et 5,5% en termes réels. Elle a confirmé, ainsi, son rôle de levier important pour le développement du pays, surtout en période de retournement de la conjoncture internationale. Toutefois, sa contribution à la croissance économique a baissé revenant, d'une année à l'autre, de 3,3 points à 1,5 point de pourcentage, situation qui s'explique par la reprise importante des exportations de biens et services qui a été supérieure à la progression de la demande interne.

La **consommation finale** a connu une certaine accélération (+9% en prix courants et +4,5% en termes réels) ayant intéressé, surtout, la consommation privée qui a été soutenue par l'amélioration des revenus et par un recours accru au financement bancaire comme en témoigne l'augmentation de 21,4% de l'encours des crédits non professionnels accordés aux particuliers. Cette situation s'est traduite par une légère augmentation de la propension moyenne à consommer qui est passée, d'une année à l'autre, de 78% à 78,6% du Revenu national disponible brut (RNDB).

S'agissant des **investissements**, la formation brute de capital fixe (FBCF) a enregistré en 2010 une amélioration de son rythme de progression comparativement à celui de 9,3% réalisé l'année précédente. Il est à rappeler que l'année 2009 a connu la mise en œuvre d'un programme de relance de l'économie qui a entraîné une accélération des investissements publics pour compenser l'atonie au niveau du secteur privé ayant subi le choc des effets de la crise économique et financière mondiale.

En dépit de la bonne tenue de la FBCF dans les services marchands, en particulier le secteur des communications et ceux du logement et des équipements collectifs, l'évolution des investissements a été marquée par une quasi-stagnation de la part du secteur privé (57% du total), sous l'effet notamment de la poursuite de la baisse des IDE (-5%). Cette baisse qui a touché, surtout, les industries manufacturières (-25,6%) a été atténuée, dans une certaine mesure, par la reprise des investissements extérieurs dans le secteur de l'énergie (+6,7%) en relation avec la hausse des prix du pétrole.

EVOLUTION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

| Désignation | Valeur en MDT | | | Variations en % | | Structure en % | | |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|----------------------|----------------|--------------|--------------|
| | 2009 | 2010 | 2011* | <u>2010</u> 2009 | <u>2011*</u> 2010 | 2009 | 2010 | 2011* |
| Agriculture et pêche | 977 | 1.270 | 1.070 | 30,0 | -15,7 | 6,9 | 8,0 | 6,9 |
| Industrie | 4.974 | 5.419 | 5.216 | 8,9 | -3,7 | 35,0 | 34,3 | 33,7 |
| -Industries non manufacturières | 3.554 | 3.581 | 3.286 | 0,8 | -8,2 | 25,0 | 22,7 | 21,2 |
| -Industries manufacturières | 1.420 | 1.838 | 1.930 | 29,4 | 5,0 | 10,0 | 11,6 | 12,5 |
| Services marchands | 6.905 | 8.083 | 7.787 | 17,1 | -3,7 | 48,6 | 51,1 | 50,4 |
| Equipements collectifs | 1.350 | 1.044 | 1.400 | -22,7 | 34,1 | 9,5 | 6,6 | 9,0 |
| Total | 14.206 | 15.816 | 15.473 | 11,3 | -2,2 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

* Prévisions actualisées.

Source : Ministère de la Planification et de la coopération internationale

Pour l'année 2011, il est attendu une augmentation plus importante qu'en 2010 des investissements publics, notamment dans le domaine de l'infrastructure de base et des équipements collectifs en faveur des régions de l'intérieur du pays, ce qui permettra d'atténuer l'effet du fléchissement des IDE et des investissements privés nationaux. Globalement, le rythme des investissements accuserait une baisse de 2,2% selon les prévisions actualisées.

2) Demande extérieure

Bénéficiant du redressement de l'activité des industries manufacturières et du tourisme et de la progression de la demande extérieure provenant de l'Union européenne, principal partenaire commercial de la Tunisie, les exportations globales de biens et services ont connu en 2010 une reprise de 16,6% en prix courants et de 12,6% en termes constants, après une année de baisse sensible engendrée par les retombées de la crise économique et financière mondiale. En conséquence, la contribution de la demande extérieure à la croissance économique est devenue positive, atteignant 1,5 point de pourcentage contre -0,2 point un an plus tôt. Il y a lieu d'indiquer qu'en plus de l'effet volume, le bon comportement des exportations a été dopé, dans une certaine mesure, par la hausse généralisée des prix mondiaux et la dépréciation du taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises, notamment l'euro.

Pour leur part et après une baisse en 2009, les importations de biens et services ont enregistré une reprise de 21,5% en prix courants et de 17,5% en volume, évolution qui a été induite principalement par l'affermissement de l'activité industrielle et par la flambée des prix internationaux, surtout ceux de l'énergie et des produits alimentaires.

Il y a lieu de préciser que l'évolution des importations de biens est liée à celle des exportations et ce, en relation avec le comportement de la demande extérieure. Cette situation s'explique par le haut degré d'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur et par sa dépendance de l'importation d'une bonne partie des besoins en biens d'équipement et en matières premières et demi-produits destinés, respectivement, à l'investissement et au cycle de production. Pour les services, la Tunisie réalise de manière structurelle un excédent important avec l'extérieur en matière de recettes touristiques en devises, mais enregistre un déficit sensible au niveau du transport maritime de marchandises en raison de la faible contribution du pavillon national.

EVOLUTION DES RESSOURCES ET EMPLOIS AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE (En %)

| Désignation | 2008 | 2009 | 2010 | 2011* |
|--|------------|-------------|-------------|-------------|
| PIB aux prix du marché | 4,5 | 3,1 | 3,0 | 0,2 |
| Importations de biens et services | 5,3 | -7,2 | 17,5 | -0,8 |
| Total ressources = Total emplois | 4,8 | -0,7 | 7,7 | -0,2 |
| Consommation finale | 4,8 | 4,0 | 4,5 | 4,5 |
| - Publique | 6,1 | 4,2 | 4,4 | 5,8 |
| - Privée | 4,5 | 4,0 | 4,5 | 4,2 |
| FBCF | 5,3 | 4,6 | 7,1 | -5,5 |
| Demande intérieure | 5,8 | 3,0 | 5,5 | -0,1 |
| Exportations de biens et services | 2,8 | -7,6 | 12,6 | -0,4 |

* Prévisions actualisées.

Source : Ministère de la Planification et de la coopération internationale

SECTION 3 – EPARGNE NATIONALE ET FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Corrélativement avec le faible niveau de la croissance économique et la progression soutenue de la consommation finale, l'épargne nationale s'est accrue en 2010 à un rythme moins rapide que celui enregistré l'année précédente, soit 5,5% contre 6,6%. En conséquence, le taux d'épargne a diminué par rapport à 2009 pour se situer à 21,4% du RNDB, soit un niveau insuffisant pour soutenir la progression des investissements et réduire le recours au financement extérieur. Le gap de financement qui en est résulté a été couvert par la mobilisation de ressources d'origine extérieure, principalement sous forme d'emprunts à moyen et long termes et d'entrées d'IDE, étant signalé une baisse du niveau des avoirs nets en devises d'environ 350 MDT, d'une fin d'année à l'autre.